

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 17 novembre 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut des agences de voyages", a donné le 17 décembre 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e november 1964 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende het statuut van de reisbureaus", heeft de 17e december 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet d'établir le statut des agences de voyages.

Il soumet à une autorisation préalable l'exercice de toute activité lucrative ayant pour objet l'organisation et la "vente de voyages" ou de séjours à forfait comprenant le logement, ainsi que la vente, en qualité d'intermédiaire, de tels voyages ou séjours, de billets de transport, de bons de logement ou de repas.

L'octroi de l'autorisation est subordonné à la réalisation de conditions que le Roi déterminera après avoir pris l'avis d'un comité technique.

Ces conditions porteront sur des objets limitativement énumérés par la loi en projet et concernant soit le demandeur lui-même ou la personne chargée de la gestion de l'entreprise, telles les conditions relatives à l'âge, à la nationalité ou à la compétence professionnelle, soit l'entreprise, telles les conditions relatives aux capacités financières, au cautionnement ou à l'équipement technique.

Le projet prévoit enfin l'application de sanctions pénales et de sanctions administratives, comme la suspension et le retrait de l'autorisation, et organise la recherche et la constatation des infractions.

+

+ +

.../...

OBSERVATION GENERALE.

Selon l'exposé des motifs, le projet se présente comme un "projet de loi de cadre qui donne au Roi le pouvoir de prendre les mesures adéquates et objectives sur la base des grands principes définis, de façon limitative, par le législateur lui-même".

Le projet charge notamment le Roi de fixer les conditions relatives "aux montants et modalités de constitution, d'affectation, de mise en jeu, de reconstitution et de restitution d'un cautionnement destiné à la garantie exclusive des engagements professionnels".

L'exposé des motifs se borne à signaler que "cette mise en jeu se fera d'une façon administrative, sauf, toutefois, si le débiteur conteste sa dette".

D'après les explications des fonctionnaires délégués, le projet devrait permettre au Roi de fixer une procédure dans laquelle le commissaire général au tourisme prendrait toutes décisions relatives à la "mise en jeu" du cautionnement. Cette procédure serait mue par une mise en demeure du créancier à son débiteur. A l'expiration d'un certain délai, si la dette n'a pas été payée ou contestée, la créance serait considérée comme certaine, liquide et exigible, et le commissaire général au tourisme donnerait l'ordre, à la Caisse des dépôts et consignations ou à la caution solidaire, suivant le cas, de payer le créancier.

.../...

Le système envisagé par le Gouvernement prévoit donc l'intervention d'une autorité administrative dans les rapports de droit civil qui s'établissent entre le créancier, le débiteur et la caution. Il conviendrait que les principes qui seront à la base des règles nouvelles soient inscrits dans la loi elle-même, ou, au moins, que le Roi soit expressément autorisé à déroger en la matière aux règles du droit commun.

+

+ +

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

L'article 1er détermine le champ d'application de la loi de la manière suivante :

1. L'activité définie au § 1er ne peut être exercée que moyennant autorisation si elle est lucrative, c'est-à-dire, selon l'exposé des motifs, si elle est "de nature à procurer un profit à celui qui l'entreprend".

2. Cette activité ne peut être autorisée et exercée que si cet exercice a lieu à titre principal et de façon permanente, sauf les dérogations apportées à cette condition par les §§ 2 et 3 en faveur des exploitants d'autocars et des associations sans but lucratif.

.../...

3. Le § 4 exclut du champ d'application de la loi, sous certaines conditions, les exploitants de transports ferroviaires, fluviaux, maritimes ou aériens.

Il résulte des explications données par les fonctionnaires délégués que la notion d'activité lucrative ne doit pas être interprétée dans un sens **strict**. Ainsi, l'organisation par un professeur d'un voyage destiné à des étudiants ne constituerait pas une activité lucrative au sens de l'article 1er, § 1er, et échapperait donc à l'application de la loi, même si les frais de voyage du professeur étaient couverts par le prix demandé aux élèves.

Cette interprétation ne se concilie pas entièrement avec le passage cité plus haut de l'exposé des motifs.

En outre, l'emploi du mot "activité", qui s'oppose à l'acte isolé, semble indiquer que le Gouvernement n'entend pas considérer comme une infraction à la loi le fait pour quelqu'un d'organiser occasionnellement un voyage pour des personnes de son entourage ou de ses relations même s'il en tire un profit, par exemple, s'il s'agit d'un prêtre mettant sur pied exceptionnellement un voyage pour ses paroissiens et qui majore le prix au profit de ses oeuvres paroissiales.

Comme l'article 1er du projet a pour objet de déterminer le champ d'application de la loi, il importerait que l'intention du Gouvernement soit exprimée avec plus de précision.

.../...

Si l'expression "vendre des voyages ou des séjours" fait partie du langage particulier utilisé dans la profession d'agent de voyages, son emploi ne paraît pas indiqué dans un texte de loi.

Sous réserve de l'observation relative à la portée des mots "activité lucrative", il est proposé de rédiger l'article 1er comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. Nul ne peut, sans autorisation, exercer une activité lucrative qui consiste **soit à organiser des** voyages ou des séjours à forfait comprenant, notamment, le logement, et à vendre des titres donnant droit à de tels voyages ou séjours, **soit à vendre**, en qualité d'intermédiaire, de pareils titres, des billets de transport ou des bons de logement ou de repas.

§ 2. Cette activité ne peut être autorisée et exercée que si cet exercice a lieu à titre principal et de façon permanente.

Peuvent toutefois être autorisés à exercer cette activité :

- 1° les exploitants d'autocars qui ne l'exercent pas à titre principal et de façon permanente;
- 2° les associations sans but lucratif qui l'exercent à titre accessoire pour permettre la réalisation de leur objet social.

§ 3. Le § 1er n'est pas applicable aux exploitants de transports ferroviaires, fluviaux, maritimes ou aériens s'ils n'exercent l'activité qui y est définie qu'accessoirement à leur activité principale de transporteur et s'ils permettent aux personnes qui ont obtenu l'autorisation conformément aux §§ 1er et 2, alinéa 2, 1°, d'être leur intermédiaire aux conditions usuelles".

Article 2.

Compte tenu de la modification proposée à l'article 1er, la fin de l'article 2 devrait être rédigée comme suit : "s'il n'est titulaire d'une autorisation délivrée conformément à l'article 1er, §§ 1er ou 2, alinéa 2, 1°".

Article 3.

Eu égard à l'importance de la matière traitée par le projet, il conviendrait que le législateur désigne lui-même l'autorité qui sera compétente pour octroyer, refuser, suspendre et retirer l'autorisation qui subordonne l'exercice d'une profession.

Article 4.

L'article 4 concerne les conditions auxquelles le demandeur ou le titulaire de l'autorisation devront satisfaire.

Certaines de ces conditions sont relatives à l'octroi de l'autorisation, telles les conditions d'âge, de nationalité, de capacité professionnelle, de capacités financières, de cautionnement et d'équipement technique. D'autres conditions ne devront être observées qu'après que l'autorisation aura été accordée, tels la communication de renseignements statistiques, l'usage d'un écusson, le paiement d'une redevance.

Il serait, dès lors, préférable de scinder l'article 4 en deux articles distincts ayant respectivement pour objet l'un les conditions d'octroi de l'autorisation et le second les autres conditions que le Roi est autorisé à fixer.

Ces deux articles pourraient être rédigés de la manière suivante en s'inspirant des intentions du Gouvernement, telles qu'elles sont exprimées dans l'exposé des motifs:

"Article 4.-

L'octroi de l'autorisation ne peut être subordonné qu'aux conditions suivantes :

1° en ce qui concerne le demandeur ou la personne chargée de la gestion journalière de l'entreprise :

- a) à des conditions d'âge et de nationalité;
- b) à l'obligation d'avoir effectué un stage pratique, à moins que l'activité définie à l'article 1er, § 1er, ne soit réglementée en exécution de la loi du 24 décembre 1958 permettant d'instituer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie;
- c) le cas échéant, à la production de l'attestation ou de la décision prévue aux articles 11 ou 13 de la loi du 24 décembre 1958 précitée;

2° en ce qui concerne l'entreprise :

- a) à des conditions relatives aux capacités financières;
- b) ... (voir l'observation générale relative au cautionnement) ...
- c) à des conditions relatives à l'équipement technique .

Article 5.-

Le Roi peut déterminer :

- 1° les **règles** de déontologie de la profession d'agent de voyages;
- 2° les renseignements statistiques qui doivent être fournis au commissaire général au tourisme;
- 3° le modèle de l'écusson délivré au titulaire d'une autorisation et l'usage qui doit en être fait;
- 4° le montant de la redevance annuelle à payer au titre de participation dans les frais d'administration et de contrôle résultant de l'application de la présente loi, montant qui ne peut excéder 1 p.m. du montant du cautionnement;
- 5° les mentions qui doivent ou peuvent figurer sur les autorisations, sur les documents professionnels et dans la publicité".

Le numérotage des articles du projet devra être modifié en conséquence.

Article 5.

Eu égard aux différentes hypothèses prévues dans cet article, il s'indique d'en rédiger le début comme suit :
"L'autorisation visée à l'article 1er peut, suivant les cas, être refusée, suspendue ou retirée : ...".

En conséquence de la modification proposée pour l'article 4 du projet, l'article 5, 1°, qui deviendrait l'article 6, 1°, devrait être rédigé comme suit :

"1° lorsque les conditions prévues par l'article 1er ou imposées en vertu de l'article 4 ou les obligations imposées par application de l'article 5 ne sont pas ou ne sont plus observées".

Le texte du 2°, tel qu'il est rédigé, a pour conséquence que l'autorisation pourra être refusée, suspendue ou retirée, si l'un des membres du conseil d'administration, même non chargé de la gestion journalière, a été condamné . Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être modifié.

D'autre part, il y aurait lieu de remplacer les mots "un des préposés chargés de la gestion de l'entreprise" par les mots "une des personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise".

On aperçoit mal les raisons qui ont déterminé l'établissement de la liste des infractions qui peuvent entraîner le refus, la suspension et le retrait de l'autorisation. Certaines infractions punies de peine criminelle ne sont pas prévues.

Tel qu'il est rédigé, le 3° permettrait le retrait de l'autorisation même dans des cas où la contestation sur les dettes s'avérerait , dans la suite, **parfaitement** justifiée.

.../...

Article 7.

Suivant l'exposé des motifs, l'intervention du comité technique est envisagée tant au premier degré qu'en cas de recours. Il paraît anormal que ce soit le même comité qui soit appelé à donner un avis dans les deux cas. Il conviendrait à tout le moins de prévoir que lorsque le comité est chargé de donner un avis en cas de recours, il soit composé de personnes autres que celles qui ont participé à l'avis originel.

Il est proposé de rédiger comme suit les alinéas 3 et 4 :

"Quand le comité technique est appelé à donner l'avis prévu par l'alinéa **1er**, 1°, il lui est adjoint des représentants des exploitants de transports ferroviaires, fluviaux, maritimes et aériens, ainsi que des représentants des associations sans but lucratif qui exercent l'activité désignée à l'article 1er, § 1er.

Pour l'exécution de la mission dont le comité technique est chargé par l'alinéa 1er, 2°, le Roi peut créer au sein du comité autant de sections qu'il existe de catégories d'autorisations".

Article 8.

L'alinéa 4 dispose que l'interdiction produit ses effets huit jours francs après le prononcé ou la signification de la condamnation.

D'après les explications données par les fonctionnaires délégués, le projet tend ainsi à fixer le délai à partir duquel l'interdiction produit ses effets, que le jugement soit contradictoire ou par défaut.

L'interdiction d'exercer l'activité réglementée par le projet étant prononcée par le juge à la suite d'une condamnation, il convient que la période de l'interdiction ne puisse commencer avant que le jugement de condamnation n'ait acquis force de chose jugée.

Il est, en conséquence, proposé de rédiger l'alinéa 4 comme suit :

"L'interdiction produit ses effets huit jours francs à compter du jour où la décision qui la prononce a acquis force de chose jugée".

Article 9.

L'alinéa 2 de l'article 9 prévoit qu'une copie des procès-verbaux sera adressée à l'auteur de l'infraction et au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

L'exposé des motifs se borne, au sujet de l'article 9, à faire référence à l'article 7 de la loi du 19 février 1963 portant statut des établissements hôteliers.

L'article 7 précité prévoit qu'une copie des procès-verbaux est adressée à l'auteur de l'infraction, s'il y a lieu au propriétaire de l'établissement hôtelier et au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

Le Conseil d'Etat constate que le projet omet de mentionner, parmi les personnes à qui une copie des procès-verbaux doit être adressée, le propriétaire de l'agence de voyages qui ne serait pas l'auteur de l'infraction.

Article 11.

Le mot "indispensables" est superflu et doit être omis.

Het ontwerp van wet strekt tot vaststelling van het statuut van de reisbureaus.

Het bepaalt dat een voorafgaande vergunning vereist is voor het uitoefenen van enige winstgevende werkzaamheid die tot doel heeft het organiseren en "verkoop" van reizen of verblijven tegen een vaste som, met inbegrip van logies, alsook het verkopen, als tussenpersoon, van zodanige reizen of verblijven, vervoerbiljetten, logies- of maaltijdbons.

De vergunning wordt maar verleend als voldaan is aan voorwaarden welke de Koning zal bepalen nadat hij het advies van een technisch comité heeft ingewonnen.

Waarop die voorwaarden slaan, is op beperkende wijze in de ontwerp-wet bepaald ; zij betreffen hetzij de aanvrager zelf of degene die met het beheer van de onderneming belast is, zoals de voorwaarden in verband met de leeftijd, de nationaliteit of de beroepsgeschiktheid, hetzij de onderneming, zoals de voorwaarden in verband met de financiële mogelijkheden, de borgtocht of de technische uitrusting.

Het ontwerp voorziet ten slotte in de toepassing van strafbepalingen en administratieve sancties, zoals schorsing en intrekking van de vergunning, en regelt het opsporen en vaststellen van de overtredingen.

+

+ +

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

Volgens de memorie van toelichting, dient het ontwerp zich aan als een "ontwerp van kaderwet waardoor de Koning de macht verleend wordt de passende en objectieve maatregelen te treffen op grond van de door de wetgever zelf limitatief omschreven grote beginselen".

Het ontwerp belast de Koning onder meer met het vaststellen van de voorwaarden betreffende de bedragen en wijzen van stellen, bestemmen, gebruikmaken, opnieuw samenstellen en teruggeven van een borgtocht uitsluitend tot zekerheidstelling van de beroepsverbintenissen".

De memorie van toelichting wijst er alleen op dat genoemd "gebruik zal geschieden op een administratieve wijze, behalve indien de schuldenaar zijn schuld betwist".

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, zou de Koning krachtens het ontwerp een procedure moeten kunnen vaststellen waarin de commissaris-generaal voor toerisme alle beslissingen zou nemen in verband met het "gebruikmaken" van de borgtocht. Die procedure zou beginnen met ingebrekestelling van de schuldenaar door de schuldeiser. Na verloop van een bepaalde tijd zou de schuldvordering, als de schuld niet betaald of betwist is, vaststaand, zeker en opeisbaar worden geacht, en zou de commissaris-generaal voor toerisme aan de Deposito- en Consignatiekas of aan de hoofdelijke borg, naar gelang van het geval, opdracht geven de schuldeiser te betalen.

.../...

De door de Regering overwogen regeling voorziet dus in het optreden van een administratieve overheid in de civielrechtelijke betrekkingen tussen de schuldeiser, de schuldenaar en de borg. De beginselen die aan de nieuwe regelen ten grondslag liggen, zouden in de wet zelf moeten worden bepaald, of de Koning zou althans uitdrukkelijk moeten worden gemachtigd om in dezen af te wijken van de regelen van het gemene recht.

+

+ +

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Artikel 1 bepaalt de werkingssfeer van de wet als volgt :

1. De in § 1 omschreven werkzaamheid mag niet anders dan met vergunning worden uitgeoefend, als zij winstgevend is, dit is volgens de memorie van toelichting, als zij "baat afwerpt aan wie ze uitoefent".

2. Voor die werkzaamheid mag geen vergunning worden verleend en zij mag niet worden uitgeoefend, tenzij zij wordt uitgeoefend "als hoofdbezigheid en op permanente wijze", behoudens de afwijkingen van die voorwaarde in de §§ 2 en 3 toegestaan aan autocarondernemers en verenigingen zonder winstoogmerk.

3. Krachtens § 4 vallen, onder bepaalde voorwaarden, niet onder toepassing van de wet de "uitbaters van vervoer per spoor, langs de binnenwateren, op zee of in de lucht".

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, moet het begrip winstgevende werkzaamheid niet in enge zin worden geïnterpreteerd. Als bijvoorbeeld een leraar een reis voor scholieren organiseert, is dat geen winstgevende werkzaamheid in de zin van artikel 1, § 1, zodat de wet dan geen toepassing vindt, ook al worden de reiskosten van de leraar gedekt door de prijs die aan de leerlingen wordt gevraagd.

Die interpretatie is niet geheel overeen te brengen met de hiervoren aangehaalde passus uit de memorie van toelichting.

Bovendien schijnt het gebruik van het woord "bedrijvigheid", dat tegenover de losse handeling staat, erop te wijzen dat de Regering niet aan wetsovertreding denkt als iemand bij gelegenheid een reis organiseert voor personen uit zijn omgeving of voor zijn relaties, ook al heeft hij er voordeel bij, bijvoorbeeld als een priester bij uitzondering een reis organiseert voor zijn parochianen en de prijs verhoogt ten bate van zijn parochiale werken.

Aangezien artikel 1 van het ontwerp de werkingssfeer van de wet bepaalt, zou de bedoeling van de Regering nauwkeuriger tot uitdrukking moeten worden gebracht.

De uitdrukking "reizen of verblijven verkopen" behoort weliswaar tot het bijzonder taalgebruik in reisbureaus, maar in een wettekst blijkt zij niet op haar plaats te zijn.

Onder voorbehoud van de opmerking over de strekking van de term "winstgevende bedrijvigheid", wordt voorgesteld artikel 1 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 1.-

§ 1. Niemand mag zonder vergunning een winstgevende werkzaamheid uitoefenen, die erin bestaat reizen of verblijven tegen een vaste som, onder meer logies inbegrepen, te organiseren en op zulke reizen of verblijven rechtgevende documenten te verkopen, ofwel, als tussenpersoon, zodanige documenten, vervoerbiljetten, logies- of maaltijdbons te verkopen.

§ 2. Die werkzaamheid mag alleen worden vergund en uitgeoefend als zij als hoofdbezigheid en bestendig wordt uitgeoefend.

Voor het uitoefenen van die werkzaamheid kan evenwel vergunning worden verleend aan :

- 1° de autocarexploitanten die ze niet als hoofdbezigheid en bestendig uitoefenen ;
- 2° de verenigingen zonder winstoogmerk die ze in bijkomende orde uitoefenen om hun maatschappelijk doel te kunnen bereiken.

§ 3. Paragraaf 1 is niet van toepassing op exploitanten van vervoer per spoor, op binnenwateren, op zee of in de lucht, als ze de aldaar bepaalde werkzaamheid slechts uitoefenen naast hun hoofdbezigheid als vervoerder en als zij, onder de gebruikelijke voorwaarden, degenen die de vergunning overeenkomstig de §§ 1 en 2, tweede lid, 1°, verkregen hebben, als hun tussenpersonen laten optreden".

Artikel 2.

Gelet op de in artikel 1 voorgestelde wijziging, zou het slot van artikel 2 als volgt moeten worden gelezen : "zo hij geen houder is van een vergunning afgegeven overeenkomstig artikel 1, §§ 1 of 2, tweede lid, 1°".

.../...

Artikel 3.

De in het ontwerp behandelde stof is zo gewichtig, dat de wetgever zelf de overheid zou moeten aanwijzen die bevoegd is om de vergunning voor het uitoefenen van een beroep te verlenen, te weigeren, te schorsen en in te trekken.

Artikel 4.

Artikel 4 handelt over de voorwaarden waaraan de aanvrager of de houder van de vergunning moet voldoen.

Een aantal van die voorwaarden hebben betrekking op het verlenen van de vergunning, onder meer die betreffende de leeftijd, de nationaliteit, de beroepsgeschiktheid, de financiële mogelijkheden, de borgtocht en de technische uitrusting. Andere voorwaarden moeten eerst worden vervuld nadat de vergunning is verleend, zoals het verschaffen van statistische inlichtingen, het gebruiken van een schild en het betalen van een "vergoeding".

Het ware dan ook beter artikel 4 in twee afzonderlijke artikelen te splitsen, een met betrekking tot de voorwaarden voor het verlenen van de vergunning en een ander met betrekking tot de overige voorwaarden welke de Koning gemachtigd wordt te stellen.

Rekening houdend met de bedoelingen van de Regering zoals die in de memorie ~~4.3n~~ toegelicht, zouden beide artikelen als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 4.-

Voor het verlenen van de vergunning mogen alleen de volgende voorwaarden worden gesteld :

- 1° wat de aanvrager of de met het dagelijks beheer van de onderneming belaste persoon betreft :
 - a) voorwaarden inzake leeftijd en nationaliteit;
 - b) de verplichting een praktische proeftijd te hebben doorgemaakt, tenzij de in artikel 1, § 1, omschreven werkzaamheid gereglementeerd is ter uitvoering van de wet van 24 december 1958 waarbij beroepsuitoefeningsvoorwaarden kunnen worden ingevoerd in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen;
 - c) in voorkomend geval, de overlegging van het getuigschrift of de beslissing bedoeld in de artikelen 11 of 13 van genoemde wet van 24 december 1958;
- 2° wat de onderneming betreft :
 - a) voorwaarden in verband met de financiële mogelijkheden;
 - b) ... (zie de algemene opmerking betreffende de borgtocht) ...;
 - c) voorwaarden in verband met de technische uitrusting.

Artikel 5.-

Door de Koning kunnen worden bepaald :

- 1° de regelen betreffende de beroepsplichten van de reisagenten;
- 2° de statistische gegevens die aan de commissaris-generaal voor toerisme moeten worden verstrekt;

.../...

- 3° het model ~~van~~ het schild dat aan de houder van een vergunning wordt afgegeven en het gebruik dat daarvan moet worden gemaakt;
- 4° het bedrag van de jaarlijkse retributie die moet worden betaald als aandeel in de beheers- en controlekosten voortkomende uit de toepassing van deze wet, welk bedrag niet hoger mag zijn dan 1 p.d. van dat van de borgtocht;
- 5° de vermeldingen die moeten of kunnen voorkomen op de vergunningen, op de beroepsdocumenten en in de reclame".

De artikelen van het ontwerp zullen dienovereenkomstig moeten worden vernummerd.

Artikel 5.

In dit artikel worden verschillende gevallen bedoeld en het verdient dan ook aanbeveling de tekst als volgt te doen beginnen :

"De in artikel 1 bedoelde vergunning kan, naar gelang van het geval, geweigerd, geschorst of ingetrokken worden : ...".

Nu voor artikel 4 van het ontwerp een gewijzigde tekst is voorgesteld, zou artikel 5, 1°, dat artikel 6, 1°, wordt, als volgt moeten worden gelezen :

"1° als de in artikel 1 bepaalde of krachtens artikel 4 opgelegde voorwaarden, of de krachtens artikel 5 opgelegde verplichtingen niet of niet meer worden nageleefd".

Zoals de tekst onder 2° gesteld is, heeft hij tot gevolg dat de vergunning kan worden geweigerd, geschorst of ingetrokken als een der leden van de raad van beheer, zelfs al is hij niet met het dagelijks beheer van de onderneming belast, veroordeeld is. Mocht de Regering het niet zo bedoelen, dan zou de tekst moeten worden gewijzigd.

Anderzijds zouden de woorden "één der met het beheer van de onderneming belaste aangestelden" moeten worden vervangen door "één van de personen belast met het dagelijks beheer van de onderneming".

Het is niet duidelijk op welke gronden de lijst van de misdrijven die weigering, schorsing of intrekking van de vergunning tot gevolg kunnen hebben, is opgemaakt. Sommige misdrijven waarop criminele straf staat, zijn daarin niet opgenomen.

Zoals de tekst onder 3° gesteld is, zou de vergunning zelfs kunnen worden ingetrokken als de betwisting over de schulden nadien volkomen gewettigd mocht blijken.

Artikel 7.

Volgens de memorie van toelichting wordt het optreden van het comité "zowel in eerste aanleg als in beroep" overwogen. Het lijkt wel ongewoon dat hetzelfde comité in beide gevallen advies zou moeten geven. Op zijn minst zou moeten worden bepaald dat het comité, als het advies moet geven wanneer beroep is ingesteld, uit andere leden moet zijn samengesteld dan toen het oorspronkelijk advies werd uitgebracht.

Voor het derde en het vierde lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Als het technisch comité het in het eerste lid, 1°, bedoelde advies moet uitbrengen, wordt het aangevuld met vertegenwoordigers van de exploitanten van vervoer per spoor, op binnenwateren, op zee of in de lucht en met vertegenwoordigers van de verenigingen zonder winst-oogmerk die de in artikel 1, § 1, bedoelde werkzaamheid uitoefenen.

Voor het volbrengen van de taak die in het eerste lid, 2°, aan het technisch comité is opgedragen, kan de Koning in het comité zoveel afdelingen oprichten als er categorieën van vergunningen zijn".

Artikel 8.

Het vierde lid bepaalt dat het verbod van toepassing wordt acht volle dagen na de uitspraak of het betekenen van de veroordeling.

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, wil het ontwerp zodoende bepalen na welke termijn het verbod uitwerking krijgt, ongeacht of het vonnis op tegenspraak dan wel bij verstek gewezen is.

Het verbod tot uitoefening van de door het ontwerp gereguleerde werkzaamheid wordt door de rechter uitgesproken na een veroordeling, zodat de verbodsperiode niet kan ingaan alvorens het vonnis van veroordeling kracht van gewijsde heeft gekregen.

Derhalve wordt voorgesteld, het vierde lid als volgt te lezen :

"Het verbod heeft uitwerking acht volle dagen na de dag dat de beslissing die het uitspreekt kracht van gewijsde heeft gekregen".

Artikel 9.

Het tweede lid van artikel 9 bepaalt dat een afschrift van de processen-verbaal wordt gezonden "aan de overtreder alsmede aan de Minister die het toerisme onder zijn bevoegdheid heeft".

In verband met artikel 9 verwijst de memorie van toelichting zonder meer naar artikel 7 van de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van de hotelinrichtingen.

Genoemd artikel 7 bepaalt dat een afschrift van de processen-verbaal wordt gezonden "aan de overtreder en aan de eigenaar van de hotelinrichting, zo hiertoe aanleiding bestaat, alsmede aan de Minister die het toerisme onder zijn bevoegdheid heeft".

De Raad van State stelt vast dat het ontwerp onder degenen aan wie een afschrift van de processen-verbaal moet worden gezonden, niet noemt de eigenaar van het reisbureau die niet de overtreder zou zijn.

Artikel 11.

Het woord "onontbeerlijke" moet als overbodig vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

J. ROLAND,

R. PIRSON,

G. DE LEUZE,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.